

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

*Documents officiels*

TROISIÈME COMMISSION  
58e séance  
tenue le  
jeudi 14 décembre 1995  
à 15 h 30  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 58e SÉANCE

Président : M. TSHERING (Bhoutan)

SOMMAIRE

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

- a) APPLICATION DES INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (suite)
- b) QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LES DIVERS MOYENS DE MIEUX ASSURER L'EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES (suite)
- c) SITUATIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX (suite)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

QUESTIONS DIVERSES

CLÔTURE DE LA SESSION

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.3/50/SR.58  
19 décembre 1995

ORIGINAL : FRANÇAIS

La séance est ouverte à 15 h 50.

POINT 112 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME (suite)

- a) APPLICATION DES INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME (suite) (A/C.3/50/L.47/Rev.1)
- b) QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LES DIVERS MOYENS DE MIEUX ASSURER L'EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES (suite) (A/C.3/50/L.62/Rev.1)
- c) SITUATIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DES RAPPORTEURS ET REPRÉSENTANTS SPÉCIAUX (suite) (A/C.3/50/L.46, L.66, L.67/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/50/L.66

1. M. TIN (Myanmar) explique qu'il a voté à la séance précédente contre le projet de résolution A/C.3/50/L.66, "Situation des droits de l'homme au Nigéria", parce que le Myanmar est par principe opposé à toute disposition non conforme au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies – or, les paragraphes 5 et 7 de la résolution constituent une ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain, et de ce fait, un dangereux précédent.

2. M. BORDA (Colombie) a appuyé la motion du Nigéria demandant la mise aux voix des paragraphes 1, 5 et 6 du texte considéré car le paragraphe 5 constitue à ses yeux une ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain.

3. M. FERNÁNDEZ (Cuba) dit que la défense des droits de l'homme, de la démocratie et des autres valeurs universelles ne doit pas servir de prétexte à des manipulations politiques. La Commission n'a pas à s'ériger en tribunal, où de surcroît ne seraient jugés que les pays en développement. La délégation cubaine, qui s'est abstenue lors du vote, se serait prononcée contre les paragraphes 5 et 6 du dispositif s'ils avaient été mis aux voix séparément.

4. Mme ENKHTSETSEG (Mongolie) a voté pour le projet de résolution L.66 car son pays croit profondément à l'universalité des droits de l'homme. Mais la délégation mongole a néanmoins des réserves à l'égard du paragraphe 5 et s'il y avait eu vote séparé sur ce paragraphe, elle se serait abstenue.

5. M. SOAL (Afrique du Sud) dit qu'il a été très difficile à sa délégation de s'associer aux auteurs du projet de résolution L.66, étant donné la part que le peuple nigérian a pris dans la lutte contre l'apartheid. Mais l'Afrique du Sud, forte des douloureux enseignements de ce même apartheid, a fait de la défense des droits de l'homme la pierre angulaire de sa politique étrangère. Dans le cas présent, la dignité du peuple nigérian a été compromise par les actes du Gouvernement nigérian, qui doit se souvenir que le Nigéria s'est associé à la Déclaration de Harare adoptée par le Commonwealth en 1991.

6. M. LOHIDE (Soudan) est opposé à toute résolution visant un pays particulier en matière de droits de l'homme, comme la résolution sur le Nigéria, qui constitue une intervention hypocrite dans les affaires intérieures de cet État. Il s'agit là des manipulations néo-colonialistes d'apôtres des droits

/...

fondamentaux qui ne sont pas à l'abri des reproches – certains régimes fantoches comme l'Égypte bénéficient de la complaisance de la Commission, alors qu'ils commettent de multiples violations.

7. M. WISSA (Égypte), présentant une motion d'ordre, fait observer que le représentant du Soudan traite de questions bilatérales qui n'entrent pas dans le cadre de la question à l'examen.

8. M. LOHIDE (Soudan), insistant sur la pertinence de sa déclaration, reprend son attaque contre la politique des États qui ferment les yeux sur la situation des droits de l'homme dans certains pays, par exemple en Égypte.

9. M. WISSA (Égypte) présente une nouvelle fois une motion d'ordre demandant que le représentant du Soudan s'en tienne à la teneur de la résolution à l'examen.

#### Projet de résolution A/C.3/50/L.47/Rev.1

10. Le PRÉSIDENT annonce que les pays suivants : Albanie, Argentine, Australie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Irlande, Malte, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.3/50/L.47/Rev.1, "Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre". Il précise que le texte proposé n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

11. Mme NEWELL (Secrétaire de la Commission) indique les modifications apportées au texte par les auteurs : entre les troisième et quatrième alinéas a été inséré un alinéa se lisant comme suit : "Prenant acte des recommandations adoptées par le Groupe d'experts chargé d'examiner les modalités d'intégration des questions intéressant les femmes dans les activités et programmes des Nations Unies ayant trait aux droits de l'homme, qui s'est réuni à Genève du 3 au 7 juillet 1995;". Au paragraphe 17 du dispositif, l'énoncé "aient recommandé que chaque État partie soit instamment prié" a été remplacé par "aient recommandé à ces organes de prier instamment chaque État partie".

12. Le projet A/C.3/50/L.47/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté sans vote.

#### Projet de résolution A/C.3/50/L.46

13. Le PRÉSIDENT annonce que les pays suivants : Afghanistan, Arabie saoudite, Autriche, Bangladesh, Belgique, Espagne, France, Irlande, Jordanie, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Pays-Bas, Pologne, République islamique d'Iran, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Sénégal, Tunisie, se sont associés aux auteurs du projet de résolution A/C.3/50/L.46, "Situation des droits de l'homme en République de Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)". Il précise que le texte proposé n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

14. Mme NEWELL (Secrétaire de la Commission) rappelle que le projet de résolution relève du point 112 c) de l'ordre du jour (et non 112 b), comme indiqué par erreur sur le document). Elle indique que les auteurs ont remplacé le quinzième alinéa du préambule par le texte suivant : "Saluant les efforts de l'Union européenne visant à favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales par ses missions de surveillance et les efforts de reconstruction de l'Union européenne et d'autres États et organisations, et souscrivant à la recommandation du Rapporteur spécial selon laquelle l'aide économique et autre doit être liée à des progrès significatifs dans le domaine des droits de l'homme,".

15. M. HOPE (États-Unis d'Amérique) indique d'autres modifications au texte proposé : au paragraphe 19 le membre de phrase "et notamment de s'expliquer sur le sort des deux pilotes français disparus et d'en assurer le rapatriement immédiat" est supprimé, les deux pilotes ayant recouvré la liberté; au préambule, il convient d'ajouter immédiatement après le quinzième alinéa un nouvel alinéa se lisant comme suit : "Notant avec satisfaction les offres d'assistance aux efforts de reconstruction formulées par les États Membres et les organisations, notamment l'Organisation de la Conférence islamique,".

16. M. KOTROKOIS (Grèce) souligne que la Grèce condamne résolument toute violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire, quels que soient les coupables, qui doivent tous être traduits devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Elle se félicite des dispositions prévues dans l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et ses annexes en ce qui concerne les réfugiés, les personnes déplacées et les élections. L'aboutissement du processus de paix et le rétablissement de la tolérance, de la coopération et de la stabilité dans l'ex-Yougoslavie requièrent la pleine application de l'Accord. Il est donc essentiel que la communauté internationale s'attache avant tout à assurer la mise en oeuvre de celui-ci plutôt que de formuler des accusations à l'encontre de telle ou telle partie – ce qui revient à préjuger des conclusions du Tribunal pénal international. Compte tenu des événements récents et de la résolution 1022 (1995) du Conseil de sécurité, la délégation grecque, bien qu'elle approuve l'idée générale du projet de résolution, s'abstiendra si celui-ci est mis aux voix.

17. M. BOUCHMARINOV (Fédération de Russie) considère que le projet de résolution révisé reste inexact et partiel. La République fédérative de Yougoslavie étant présentée comme une partie au conflit, on pourrait croire que la guerre et les violations des droits de l'homme ont lieu sur son territoire. De plus, certaines dispositions vont à l'encontre du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés – ainsi il est déplacé de mettre en garde contre toute tentative d'utiliser les réfugiés serbes pour modifier l'équilibre de la population dans certaines régions de la République fédérative de Yougoslavie. Surtout, le texte impute de façon partielle la responsabilité des violations des droits de l'homme sur les seuls Serbes, tandis que la Croatie n'est que peu critiquée et que la partie musulmane échappe entièrement au blâme, alors que toutes les parties ont toléré de telles violations. Seules des positions objectives aideront à ramener la paix; les visées des auteurs apparaissent d'autant plus incompréhensibles qu'un accord de paix vient d'être conclu.

18. Sur la demande du représentant de la Fédération de Russie, il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/50/L.46.

Votent pour : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, îles Marshall, îles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Samoa, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela.

Votent contre : Fédération de Russie.

S'abstiennent : Angola, Bélarus, Burkina Faso, Chine, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Grèce, Inde, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Togo, Ukraine, Zimbabwe.

19. Le projet de résolution A/C.3/50/L.46, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté par 124 voix contre une, avec 18 abstentions.

20. M. MATESIC (Croatie) annonce que sa délégation, bien qu'elle ait voté pour le projet de résolution, se réserve le droit de manifester ses réticences à l'égard du paragraphe 6 du dispositif en séance plénière de l'Assemblée générale.

21. Mme BANNANI (Maroc), constatant que le relevé de vote concernant le projet de résolution A/C.3/50/L.46 sur la situation des droits de l'homme en République de Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne fait pas apparaître le vote du Maroc, qui s'est prononcé en faveur du projet, demande que ce relevé soit corrigé.

/...

Projet de résolution A/C.3/50/L.62/Rev.1

22. Le PRÉSIDENT annonce qu'aux auteurs du projet de résolution A/C.3/50/L.62/Rev.1, "Renforcement du Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Centre pour les droits de l'homme", se sont associés les pays suivants : Argentine, Australie, Canada, Cap-Vert, Colombie, Congo, Costa Rica, ex-République yougoslave de Macédoine, Guatemala, îles Salomon, Inde, Jordanie, Kenya, Malte, Maurice, Nouvelle-Zélande, Panama, Philippines, République dominicaine, République tchèque, Suriname. Il précise que le texte proposé n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

23. Mme NEWELL (Secrétaire de la Commission) indique que les auteurs du projet de texte ont modifié celui-ci comme suit : à la fin du troisième alinéa du préambule a été ajouté le membre de phrase "et de s'employer d'urgence à trouver davantage de sources extrabudgétaires,"; au sixième alinéa du préambule, l'énoncé "cette demande" a été remplacé par "ces demandes" et "pour exécuter ces tâches" par "pour exécuter toutes ces tâches"; au septième alinéa du préambule, "Rappelant" a été remplacé par "Considérant"; le troisième paragraphe du dispositif a été remanié comme suit : "Prie le Secrétaire général de dégager les ressources humaines et financières supplémentaires – dans les limites du budget ordinaire global de l'Organisation des Nations Unies – pour accroître la capacité du Haut Commissaire et du Centre de s'acquitter efficacement de leurs missions respectives, ainsi que leur capacité de mener à bien les activités opérationnelles prescrites et d'instaurer, notamment pour les questions logistiques et administratives, une coordination efficace avec d'autres départements compétents ainsi qu'avec d'autres organes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, compte dûment tenu de la nécessité de financer et de mettre en oeuvre les actions de l'Organisation des Nations Unies en faveur du développement;".

24. Le projet de résolution A/C.3/50/L.62/Rev.1, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté sans vote.

25. M. FERNÁNDEZ (Cuba), tout en constatant avec satisfaction que l'esprit de consensus l'a emporté, considère néanmoins que le texte qui vient d'être adopté ne répond pas à toutes les attentes; il espère qu'il sera possible à l'avenir de convenir de dispositions qui comportent tous les éléments indispensables pour renforcer véritablement le Centre pour les droits de l'homme.

Projet de résolution A/C.3/50/L.67

26. Le PRÉSIDENT annonce qu'aux auteurs du projet de résolution A/C.3/50/L.67, "La situation des droits de l'homme au Rwanda", se sont associés les pays suivants : Allemagne, Belgique, Cambodge, Cameroun, Canada, Congo, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République de Corée, Suède, Tunisie. Il précise que le texte proposé n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

27. Mme NEWELL (Secrétaire de la Commission) indique que les auteurs du texte ont modifié celui-ci comme suit : les quatrième et cinquième alinéas du préambule ont été remplacés par "Notant que le Rapporteur spécial, dans son rapport du 28 juin 1995, a signalé avec inquiétude que la situation des droits

de l'homme est encore plus grave du fait de l'insuffisance du système d'administration de la justice, qui manque de moyens humains et matériels, et que se commettent des actes – menaces et actes de violence dirigés contre l'intégrité physique des personnes, arrestations, détentions, traitements, conditions de détention – qui sont contraires aux normes internationales,"; à la suite du huitième alinéa au préambule a été inséré le nouvel alinéa "Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,"; au douzième alinéa, la résolution du Conseil de sécurité évoquée est la résolution 1029 (1995), et non plus la résolution 997; au treizième alinéa, à la suite de "organismes humanitaires" a été inséré l'énoncé "et des autres membres du personnel international"; le paragraphe 12 du dispositif a été remplacé par le texte suivant : "Constate avec préoccupation les arrestations, détentions, traitements, conditions de détention et exécutions contraires aux normes internationales, comme l'expose le Rapporteur spécial dans son rapport du 28 juin 1995;"; à la suite du paragraphe 12 ont été ajoutés deux nouveaux paragraphes, le premier se lisant "Constate également que l'insécurité règne toujours, comme l'attestent les informations faisant état de menaces et de violences contre l'intégrité physique des personnes, et qu'elle est parfois aggravée par les incursions,", le deuxième se lisant "Prie instamment les gouvernements de la région de prendre des mesures pour empêcher que l'on se serve de leur territoire pour pratiquer une stratégie de déstabilisation du Rwanda et, à cet égard, engage tous les États intéressés à coopérer pleinement avec la Commission d'enquête internationale sur les trafics d'armes dans la région des Grands Lacs créée par la résolution 1013 (1995) du Conseil de sécurité".

28. Le projet de résolution A/C.3/50/L.67, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté sans vote.

29. Le PRÉSIDENT propose de recommander à l'Assemblée générale de prendre note des rapports du Secrétaire général concernant respectivement les sévices infligés aux femmes dans les zones de conflit armé de l'ex-Yougoslavie (A/50/329), l'état de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (A/50/469), le respect des principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États en ce qui concerne les processus électoraux (A/50/495), le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (A/50/512), la situation des droits de l'homme dans le sud du Liban et l'ouest de la Bekaa (A/50/662), les droits de l'homme et le terrorisme (A/50/685) et le renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes (A/50/736).

30. Il en est ainsi décidé.

31. Le PRÉSIDENT constate que la Commission a achevé l'examen des points 112 a), c), d) et e) de l'ordre du jour.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
(A/C.3/50/L.69)

32. M. BUNCH (Département de la coordination des politiques et du développement durable) présente le document A/C.3/50/L.69, "Organisation des travaux de la troisième Commission et projet de programme de travail biennal pour 1996-1997", établi par le secrétariat et modifié comme suit : à l'annexe I (organisation des travaux), section D, parmi les questions relevant du point 4 à examiner tous les deux ans, la question "Politiques et programmes entrepris avec la participation des jeunes (années impaires)" est remplacée par une question intitulée "Mise en oeuvre du Plan d'action mondial pour la jeunesse d'ici à l'an 2000 et au-delà"; à l'annexe II (programme de travail biennal), dans la section concernant 1996, dans la documentation se rapportant au point 6, l'appel de note 8 concernant le dernier document est supprimé; dans la documentation se rapportant au point 12 a), la référence de l'avant-dernier document "(projet de résolution A/C.3/50/L.47, alinéa c) du paragraphe 2)", est remplacée par "(projet de résolution A/C.3/50/L.47/Rev.1)"; la référence du dernier document de cette même liste, "(projet de résolution A/C.3/50/L.47, par. 26)", est remplacée par "(projet de résolution A/C.3/50/L.47/Rev.1, par. 24)"; dans la liste des questions à examiner au titre du point 12 b), la dernière question, "Situation des droits de l'homme en République de Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) (projet de résolution A/C.3./50/L.46)", est supprimée; en tête de la liste des questions à examiner au titre du point 12 c) est insérée la question "Situation des droits de l'homme en République de Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) (projet de résolution A/C.3./50/L.46)"; dans la section concernant le programme de travail de 1997, à la fin de la liste des documents se rapportant au point 4, est ajoutée une rubrique "Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse d'ici à l'an 2000 et au-delà (résolution 50/[à compléter])".

33. Mme ENKHTSETSEG (Mongolie) souhaite que l'on ajoute à l'annexe I parmi les questions relevant du point 4 prévues au programme de travail biennal, une question intitulée "Coopération pour instaurer l'instruction universelle".

34. Mme MARTINEZ de SALLEDÓ (Équateur), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, dit qu'en ce qui concerne le point 12, "Questions relatives aux droits de l'homme", le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ne devrait pas figurer à l'alinéa b) mais constituer un nouveau sous-point e). Elle rappelle que la Commission a déjà fait une recommandation en ce sens qui a été adoptée par l'Assemblée générale.

35. M. BIGGAR (Irlande) pense pour sa part qu'il est tout à fait logique d'examiner le rapport du Haut Commissaire aux droits de l'homme dans le cadre du sous-point 12 b) du programme de travail puisque ce document doit précisément porter sur les questions visées à cet alinéa; de plus, il importe de ne pas marginaliser le Haut Commissaire, mais au contraire de faire ressortir qu'il occupe une place primordiale dans tout ce qui concerne les droits fondamentaux.

36. M. BOUCHMARINOV (Fédération de Russie) dit que le programme de travail devrait tenir compte de la résolution 48/155 de l'Assemblée générale et

/...



mentionner au point 12 c) du programme biennal le rapport pertinent du Secrétaire général.

37. M. FERNÁNDEZ (Cuba) propose de placer les points 2 et 3 du programme de travail, Élimination du racisme et de la discrimination raciale et Droit des peuples à l'autodétermination, immédiatement avant le point 12. Ainsi, toutes les questions ayant un rapport avec les droits fondamentaux seraient examinées en fin de session, ce qui éviterait de faire venir les représentants du Centre pour les droits de l'homme deux fois de suite à New York pendant la session de l'Assemblée générale, d'où des économies, et laisserait au Secrétariat le temps d'établir tous les documents voulus, en particulier ceux concernant le point 2.

38. M. RODRÍGUEZ (Espagne) propose d'une part de regrouper en une seule question les points 6 et 7 du programme de travail, Promotion de la femme et Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, puisqu'ils concernent l'un et l'autre la condition de la femme, et d'autre part de faire figurer dans le programme de travail la question du suivi du Sommet mondial pour le développement social, à examiner en même temps que le point 4, Développement social.

39. Mme ESPINOSA (Mexique) fait observer qu'en ce qui concerne les points 8 et 10 du programme de travail, Contrôle international des drogues et Droits de l'enfant, la Commission a adopté des résolutions d'ensemble dont le document A/C.3/50/L.69 ne tient pas compte. En particulier, il avait déjà été demandé lors de la quarante-neuvième session de modifier le programme de travail en fonction de la résolution d'ensemble concernant le contrôle international des drogues.

40. M. USUI (Japon) propose de regrouper les points 5 et 8 du programme de travail, Prévention du crime et justice pénale et Contrôle international des drogues, en une seule question.

41. Mme KABA CAMARA (Côte d'Ivoire) constate que le programme de travail ne semble pas tenir compte du projet de résolution A/C.3/50/L.31/Rev.1 sur la question des petites filles, qui devrait être examinée annuellement au titre du point 10.

42. M. BUNCH (Département de la coordination des politiques et du développement durable) fait observer en ce qui concerne l'adjonction d'un alinéa 12 e) au programme de travail que la décision de l'Assemblée générale ne valait que pour la cinquantième session et que ni la Commission ni l'Assemblée n'ont encore adopté de décision formelle dont le Secrétariat aurait pu s'autoriser pour le projet de programme 1996-1997. S'agissant d'inclure la question du suivi du Sommet mondial pour le développement social dans le programme de travail, il rappelle qu'il faut attendre la décision de l'Assemblée générale sur cette même question. De même, si les questions présentées aux points 6 et 7 du programme de travail ont été séparées, c'est parce qu'elles relèvent de mandats distincts très précis.

43. Après un débat auquel prennent part Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica), M. TELLES RIBEIRO (Brésil), M. REZVANI (Iran), Mme ESPINOSA (Mexique), M. VAUGHN-FENN (Royaume-Uni), M. BIGGAR (Irlande), M. BORDA (Colombie),

/...

M. RODRÍGUEZ (Espagne), Mme FENG Cui (Chine), M. RONQUIST (Suède), M. FERNÁNDEZ (Cuba), Mme ÁLVAREZ (République dominicaine) et M. FERNÁNDEZ (Espagne), le PRÉSIDENT propose à la Commission d'adopter le programme de travail modifié comme suit : les questions seraient examinées dans l'ordre suivant : 4, 5 et 8, 6 et 7, 9, 10, 11, 2 et 3, 12; le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme serait examiné séparément, faisant l'objet d'un alinéa e) du point 12.

44. Le programme de travail 1996-1997 tel qu'il figure dans le document A/C.3/50/L.69 oralement révisé est adopté.

45. Le PRÉSIDENT propose à la Commission de prendre acte des chapitres I, III, V (sections B et D à I), IX et XIV du rapport du Conseil économique et social (A/50/3).

46. Il en est ainsi décidé.

47. Le PRÉSIDENT annonce que la Commission a achevé l'examen du point 12 de l'ordre du jour.

#### QUESTIONS DIVERSES

48. M. ZLENKO (Ukraine), se référant au projet de résolution A/C.3/53/L.20/Rev.1, "Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés", que la Commission a adoptée par consensus, souhaiterait que l'on modifie le paragraphe 23 en remplaçant "notamment dans la Communauté d'États indépendants" par "dans les États de la Communauté d'États indépendants parties à la Convention". L'Ukraine attache une grande importance au problème des réfugiés et sa délégation a activement participé à l'élaboration du projet de résolution L.20/Rev.1. Elle est soucieuse de ne pas rompre le consensus, mais le texte adopté ne traduit pas bien certaines de ses préoccupations et, de surcroît, le paragraphe 23 va à l'encontre de la législation nationale ukrainienne.

49. Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission ne peut rouvrir le débat sur une question dont l'examen est clos que si une majorité de deux tiers de ses membres se prononce en ce sens. Les consultations qu'il a tenues ne laissent guère espérer une telle décision. Cependant, étant donné qu'il s'agit d'une résolution importante et qu'il est souhaitable qu'elle soit adoptée par consensus en plénière également, le Président propose que le Rapporteur de la Commission donne lecture devant l'assemblée du texte suivant, établi après avoir consulté toutes les délégations concernées :

"Les délégations savent que l'Ukraine avait souhaité que le paragraphe 23 de la résolution A/C.3/50/L.20/Rev.1, 'Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés', soit modifié en raison de certaines difficultés que ce texte présente pour elle. Dans un esprit de coopération et afin de ne pas revenir sur une résolution qui a été adoptée par consensus, il a été convenu que l'Ukraine ne persisterait pas à demander un amendement si les raisons qui ont motivé sa demande sont bien comprises. À cet égard, je déclare que 'la Communauté d'États indépendants' mentionnée à la fin du paragraphe 23 s'entend des États qui sont parties à la Convention visée audit paragraphe."

/...

50. M. ZLENKO (Ukraine) va demander les instructions de son gouvernement. La délégation ukrainienne se réserve le droit de revenir sur la question de l'amendement devant l'Assemblée générale.

51. Le PRÉSIDENT souligne que les conditions de la déclaration qu'il propose ont été clairement établies.

52. M. BIGGAR (Irlande) avait effectivement cru comprendre que la proposition du Président était assortie de conditions qui avaient été jugées acceptables par tous les membres de la Commission et que le texte adopté resterait intact.

#### CLÔTURE DE LA SESSION

53. Après un échange de félicitations et de remerciements, le PRÉSIDENT déclare que la Commission a achevé ses travaux de la cinquantième session.

La séance est levée à 19 heures.